

Université de Poitiers
Centre de recherches en histoire, histoire de l'art et musicologie
Master en sciences politiques
Master Histoire Culture Patrimoine

Politiques du patrimoine

Rencontre organisée par Gilles MALANDAIN et Jérôme GRÉVY
27 novembre 2020
Salle virtuelle : <https://univ-poitiers.webex.com/meet/jerome.grevy>

Depuis le XIXe siècle, l'histoire nationale a donné naissance à une nouvelle symbolique des lieux (Nora, 1984). Les érudits locaux s'efforcèrent de prouver que leur arrondissement, leur quartier voire leur village avaient été témoins d'un événement décisif pour la nation (Ploux, 2011). Les pouvoirs publics agirent alors pour transformer leur fragment de l'histoire nationale, du champ de bataille à une ruine emblématique en passant par la maison natale ou la tombe d'un personnage illustre, en mémoire identitaire capable de faire l'unité de la communauté et d'attirer les visiteurs. Statues, stèles ou monuments furent érigés afin que la trace des événements marque le paysage (Agulhon, 1978). Aujourd'hui, leurs héritiers s'efforcent de transformer ces lieux de mémoire en atout touristique. Différentes voies sont explorées. Les administrateurs des sites, qu'ils dépendent des pouvoirs publics à divers niveaux, d'associations ou d'acteurs privés hésitent, entre musée reliquaire ou centre d'interprétation, *gift shop* ou labyrinthes initiatiques, banquets médiévaux ou spectacles nocturnes, tant sont ambivalentes les intentions, entre conservation et valorisation. L'objet de cette journée sera d'observer comment se déploient les politiques du patrimoine depuis leur invention jusqu'à la sacralisation de certains lieux ou certaines reliques.

Programme

9 h à 9 h 15 : accueil

Hélène Yèche, doyen de l'UFR Lettres et Langues

Thierry Sauzeau, directeur du Centre de recherches en histoire, histoire de l'art et musicologie (Criham)

Matinée

- **9 h 15 à 9 h 45**
Patrimoine et mémoire urbaine (XVIIe-XVIIIe siècle)
Antoine Coutelle, professeur agrégé d'histoire
- **9 h 45 à 10 h 15**
La patrimonialisation des champs de bataille
Gilles Malandain, maître de conférences en histoire contemporaine

- **10 h 15 à 10 h 45**
Les ruines, du vestige au lieu de mémoire
Jérôme Grévy, professeur d'histoire contemporaine

10h 45 à 11 h : discussion

- **11 h 00 à 11 h 30**
Le musée Charles de Gaulle de Scorbé-Clairvaux
Lucien Jugé, maire de Scorbé-Clairvaux
- **11 h 30 à 12 h**
Le patrimoine industriel. L'exemple de la Manufacture de Châtellerauld
Marie-Claude Albert, historienne
- **12 h à 12 h 30**
Du Centre de Documentation Juive au Mémorial de la shoah
Paul Lévy, historien

Après-midi

- **14 h à 14 h 30**
Le Centre Régional "Résistance & Thouars" : une approche originale pour transmettre les valeurs de la Résistance.
Virginie Daudin, directrice du Centre Régional "Résistance & Thouars"
- **14 h 30 à 15 h**
Le musée de Tercé : la Vienne dans la Seconde guerre mondiale
Christian Richard, maire de Tercé

15 h à 15 h 15 : discussion

- **15 h 15 à 15 h 45**
Le camp d'Airvault
Mattieu Manceau, collaborateur parlementaire du Sénateur de la Vienne Bruno Belin
- **15 h 45 à 16 h 15**
Grand-Pré: du *Land of Evangeline* au patrimoine mondial de l'UNESCO
Joël Belliveau, professeur d'histoire contemporaine à l'université laurentienne
- **16 h 15 à 17 h : discussion**

Résumés

Patrimoine et mémoire urbaine (XVIIe-XVIIIe siècle)

Antoine Coutelle, professeur agrégé d'histoire

Dans les villes du royaume de France de la deuxième modernité, la notion de patrimoine renvoie avant tout aux biens qui se transmettent entre individus suivant des liens familiaux régis par un droit coutumier progressivement codifié. A l'échelle des communautés urbaines, cependant, si le terme n'est pas utilisé dans les registres des corps de ville ou des compagnies officières pour désigner un bien commun à préserver, la notion et ses enjeux (conservation, appropriation, transmission, valorisation) correspondent à des préoccupations qui s'affirment peu à peu. Ruines antiques, murailles, reliques et archives sont autant de bâtiments, de lieux et d'objets dont l'état et l'usage mobilisent les autorités urbaines. Surtout, au cours des XVII^e et XVIII^e, la question de la préservation et de la transmission de la mémoire de l'histoire urbaine -et de ceux qui l'ont faite- devient un enjeu social et politique. La préservation, au cours du XIX^e siècle, de cette mémoire urbaine est opérée par des acteurs pour qui le patrimoine devient le support de l'identité locale. A partir d'exemples tirés de l'histoire de Poitiers et d'autres villes moyennes, il s'agira de mettre en évidence l'émergence d'une préoccupation patrimoniale enchâssée dans des logiques mémorielles publiques et privées encore entremêlées.

La patrimonialisation des champs de bataille

Gilles Malandain, maître de conférences en histoire contemporaine

En tant que sites historiques et lieux de mémoire, beaucoup de champs de bataille sont aujourd'hui considérés comme un patrimoine national, comme le montre particulièrement bien l'aménagement de divers sites de la Première comme de la Seconde Guerre mondiale, dans le Nord et l'Est de la France ou sur le littoral normand. Cet exposé proposera d'abord une rapide genèse de cette patrimonialisation avant de porter un regard plus précis sur les sites médiévaux qui entourent Poitiers: Vouillé (507), Nouaillé-Maupertuis (1356) et « 732-la-bataille » dans la commune de Vouneuil-sur-Vienne.

Les ruines, du vestige au lieu de mémoire

Jérôme Grévy, professeur d'histoire contemporaine

Contrairement à ce qui est donné à croire en bien des lieux touristiques, les ruines ne sont pas seulement les traces d'un passé plus ou moins lointain que le temps a légué aux hommes d'aujourd'hui, étreints d'émotion en imaginant un monde disparu. Elles sont en réalité autant issues de la dégradation d'un monument par les âges que d'une construction intellectuelle et matérielle. Le regard porté par les hommes sur un amas de pierres, ainsi que le sens qu'ils lui donnent, conduisent à la décision de le mettre en valeur ou non. Ainsi, ces ruines peuvent être dégagées ou détruites, protégées ou transformées, cachées ou exhibées. Les autorités civiles comme religieuses, la classe politique ou l'opinion publique s'en saisissent comme des symboles authentiques d'une civilisation merveilleuse, de la chute d'un régime abominable ou des terreurs d'une guerre, etc. C'est pourquoi les décisions politiques suscitent parfois des débats ou des polémiques.

Le musée Charles de Gaulle de Scorbé-Clairvaux

Lucien Jugé, maire de Scorbé-Clairvaux

Le musée Charles de Gaulle de Scorbé-Clairvaux est né d'une initiative privée : un fonds documentaire inédit de livres rares et d'objets insolites légués à la commune, pour donner envie de connaître l'action et l'œuvre du général de Gaulle. La visite guidée des 5 salles permet au visiteur de faire connaissance avec l'homme, de comprendre son cheminement intellectuel, de situer son action, de percevoir l'éclat de sa vision et de ressentir le secret de son intimité.

Du Centre de Documentation Juive au Mémorial de la shoah

Paul Lévy, historien

Les principaux responsables de la communauté juive créèrent dans la clandestinité (1943) le CDJC, un centre de documentation destiné à une meilleure connaissance de la Shoah. En 1956 dans les murs de ce centre fut créé un mémorial destiné aux victimes de la Shoah le Mémorial du Martyr Juif Inconnu. L'exiguïté des locaux, la volonté d'accueillir davantage de visiteurs et de chercheurs conduisirent à la création du Mémorial de la Shoah. Ce projet de remodelage de ces deux institutions en une seule entité vit le jour en 1997, avec le soutien de l'Etat, et des collectivités territoriales. Il aboutit en 2004 à l'édification du Mémorial de la Shoah, une étape décisive dans la transmission de la mémoire et de l'enseignement de la Shoah. Le Mémorial de la Shoah, « le premier musée de ce genre » est devenu une référence européenne.

Le patrimoine industriel. L'exemple de la Manufacture de Châtellerault

Marie-Claude Albert, historienne, Chercheure associée au CRIHAM, membre du CCHA (Centre Châtelleraudais d'histoire et d'archives)

La célébration du bicentenaire de la création de la manufacture d'armes de Châtellerault en 2019 a accentué la visibilité de ce site patrimonial, son insertion dans le paysage urbain et dans la vie sociale, associant la population locale au processus de patrimonialisation. Un processus de réhabilitation dont il importe d'expliquer la lenteur et la discontinuité depuis la fermeture en 1968, impliquant divers acteurs, de l'Etat à la collectivité locale, sans omettre la part des héritiers (témoins, associations, habitants). Un concept d'héritage propre aux sites industriels et à celui-ci en particulier, dédié non seulement à conserver le bâti, les archives, les objets et la mémoire mais à en faire un lieu vivant, valorisé par de multiples modes de communication.

Le Centre Régional "Résistance & Thouars" : une approche originale pour transmettre les valeurs de la Résistance.

Virginie Daudin, directrice du Centre Régional "Résistance & Thouars"

Une double volonté porte création au milieu des années 1990 du Centre Régional « Résistance & Liberté » : celle d'une association départementale d'anciens résistants déportés et celle de la ville de Thouars. Le projet scientifique et culturel affirme que l'institution naissante ne sera ni un musée ni un centre d'archives, mais un lieu permettant au public de cheminer pour comprendre la Résistance, identifier les valeurs défendues et s'approprier l'histoire pour construire sa citoyenneté. Depuis 20 ans, ce lieu unique et original dans son approche, élabore de nombreux projets en direction des publics scolaires, des publics empêchés et des publics individuels.

Le musée de Tercé : la Vienne dans la Seconde guerre mondiale

Christian Richard, maire de Tercé

Le musée est né de la volonté d'un collectionneur, Dominique Guillot, qui souhaitait « poser » une partie de sa collection dans un musée et d'un chercheur autodidacte en histoire sur le même sujet, « La Vienne dans la 2^{ème} Guerre Mondiale », devenu maire de Tercé en 2001, et président de la commission « Culture et Patrimoine » de la Communauté de Commune Vienne et Moulière. Une équipe s'est formée autour d'eux, intégrée dans une nouvelle association qui a transformé une exposition (2003) en un musée (2004). Grâce à la volonté du Conseil Municipal de Tercé, il a été installé dans l'ancien presbytère. Après 5 ans, trop à l'étroit, le musée devait trouver un autre local. La commune a acquis un terrain au cœur du bourg, convaincu de nombreux partenaires financiers, et construit un pôle culturel comprenant :

- Une médiathèque (2014)
- Le musée (2015) : 70 panneaux, 20 vitrines, un accès public internet
- Une salle dédiée 12 mois sur 12 à des expositions temporaires à l'initiative de la médiathèque et du musée pour chacun la moitié de l'année.

Le camp d'Airvault

Mattieu Manceau, collaborateur parlementaire du Sénateur de la Vienne Bruno Belin

Le camp d'Airvault est un lieu chargé d'histoire et de mémoire où plusieurs récits se suivent. La construction du camp par des républicains espagnols, le camp d'entraînement de l'armée polonaise reconstitué en France et le camp de prisonniers de guerre coloniaux, le frontstalag 231. Aujourd'hui, les associations patriotiques et mémorielles, les collectivités locales, et l'Etat se coordonnent pour faire vivre ce lieu de mémoire autour d'événements marquants. C'est depuis plus de vingt ans, que cette mémoire est animée par des femmes et des hommes qui ont reconnu l'intérêt mémorielle et patrimoniale de ce site, mais il a fallu de nombreuses années pour que cette mémoire resurgisse. Les travaux de plusieurs chercheurs ont permis de comprendre l'histoire complexe de ce camp et de découvrir une dimension humaine à travers les témoignages écrits ou oraux des Airvaudais qui ont côtoyé les Espagnols, les Polonais, les Allemands ou les prisonniers coloniaux.

Grand-Pré: du *Land of Evangeline* au patrimoine mondial de l'UNESCO

Joël Belliveau, professeur d'histoire contemporaine à l'université laurentienne (Ontario, Canada)

C'est à Grand-Pré, grand village prospère du Bassin des Mines, que fut entamée la déportation des Acadiens par les autorités britanniques de la Nova Scotia (Nouvelle-Écosse) en juillet 1755. En tout, ce sont près de 10 000 habitants catholiques et francophones de la colonie qui sont embarqués sur des bateaux et dispersés aux quatre coins de l'Atlantique nord. Les champs fertiles de Grand-Pré et de ses environs furent prestement peuplés de migrants provenant de la Nouvelle-Angleterre, si bien que 265 ans plus tard, la région est encore et toujours très majoritairement anglophone. Toutefois, ce nettoyage ethnique avant la lettre n'empêcha pas l'endroit de devenir lieu de mémoire, lieu de mémoire bien particulier, celui-ci, qui fut très tôt instrumentalisé à des fins touristiques par une élite commerciale anglophone convaincue de pouvoir en dicter le sens, mais à tort.